

# ENTRETIEN

## Accord RDC-RWANDA

### WASHINGTON

## GÉNÉRAL JOSHUA NKOMBE

*Avec*

**Jean Michel BRUN**

*Souveraineté Nationale • Restauration de la République • Alternative Politique*

*PODCAST : LE GENERAL JOSHUA réagit au Micro de JM BRUN sur l'accord de Washington*

### **QUESTION 1** *Le Diagnostic*

*Journaliste JM BRUN : Général, quelle est votre réaction à l'accord signé le 7 novembre entre la RDC, le Rwanda, les États-Unis et leurs partenaires ?*

**Général NKOMBE :**

Ma réaction est simple, monsieur Brun : nous assistons à la capitulation politique du Congo, amorcée le 27 juin 2025.

L'accord du 7 novembre n'en est que la confirmation administrative.

Il faut regarder les faits.

Le Président Tshisekedi n'a pas été INVITÉ à Washington : il a été CONVOQUÉ.

Et la nuance est majeure. Il est appelé à entériner un dispositif qui réduit notre souveraineté tout en légitimant les intérêts du Rwanda et de ceux qui ont fabriqué la crise.

Le mécanisme est classique :

- d'abord on signe un cadre ;
- ensuite on verrouille ; et enfin on légalise.

Chaque étape transforme une capitulation en "processus diplomatique".

Le rôle du Kenya est très clair : servir de caution africaine.

Pas comme partenaire, mais comme notaire politique destiné à légitimer un dispositif pensé ailleurs.

Quand un chef d'État congolais ne peut rien décider seul, cela signifie une chose : la RDC est traitée comme un État mineur.

Un pays de 100 millions d'habitants, assis sur la plus grande réserve stratégique de minerais au monde, ne peut pas être administré par procuration.

Et pourtant, c'est exactement ce qui arrive.

Cet accord n'est pas une solution : il ressemble à un traité de gestion colonial, une capitulation, la preuve que le pouvoir actuel a renoncé à exercer la souveraineté que le peuple lui avait confiée.

*Journaliste JM BRUN : Vous parlez de "capitulation", c'est un terme très fort. Pouvez-vous nous expliquer concrètement ce que cet accord impose à la RDC, selon vous ?*

**Général Nkombe :**

Ce que j'appelle "capitulation" n'est pas une figure de style, monsieur Brun.

C'est la description technique d'un dispositif qui efface progressivement la capacité de décision de notre État.

Regardons ce que cet accord impose, point par point.

**Premièrement**, on demande à la RDC de neutraliser en priorité un groupe armé les FDLR que tout expert sérieux identifie depuis vingt ans comme une force résiduelle, instrumentalisée à intervalles réguliers pour justifier des opérations rwandaises sur notre sol. On construit un faux problème pour imposer une vraie contrainte.

**Deuxièmement**, le texte place notre diplomatie sous surveillance. Nous ne pouvons plus dénoncer frontalement les actions du Rwanda sans être accusés de "mettre en péril le processus". Autrement dit :

*on nous retire la parole avant de nous retirer la souveraineté.*

**Troisièmement**, la RDC est sommée d'aligner sa stratégie militaire sur des feuilles de route rédigées à l'étranger. Nous n'avons plus l'initiative ; nous devenons exécutants. Un pays ne peut pas défendre son territoire lorsqu'on lui interdit de penser par lui-même.

**Quatrièmement**, l'accord introduit, sous couvert d'intégration régionale, une logique économique qui lie notre développement à ceux qui ont intérêt à maintenir notre

dépendance. C'est la méthode la plus subtile : rendre le Congo incapable de se relever seul, afin qu'il reste une plate-forme au service des autres.

Voilà pourquoi je parle d'effacement.

Parce qu'un pays ne disparaît jamais d'un coup ; il disparaît par protocoles successifs.  
»

*Journaliste JM BRUN : Et en contrepartie, que gagne le Rwanda dans cet accord, d'après votre analyse ?*

**Général NKOMBE :** Le Rwanda sort gagnant sur toute la ligne.

D'abord, la légitimation de son occupation.

Ensuite, le maintien de son implantation militaire sur notre sol.

Enfin, sa consécration comme passerelle officielle des intérêts américains dans la région.

En d'autres termes, cet accord ne met pas fin à la crise : il institutionnalise les rapports de force qui l'ont rendue possible.

Et ce basculement n'est pas arrivé par hasard : il résulte d'un choix assumé de Monsieur Tshisekedi, qui a accepté de transformer, par sa signature, une agression en partenariat "officiel".

En langage d'État, c'est ce qu'on appelle une haute trahison.

En acceptant ce dispositif, le président Tshisekedi a atteint la limite de ce qu'il pouvait encore prétendre incarner au nom de la nation.

Ce texte ne scelle pas la paix ; il officialise notre agresseur en gestionnaire autorisé, et place la RDC dans une position de dépendance stratégique que le peuple n'a jamais validée.

Et aucun accord international n'est supérieur à la volonté d'un peuple conscient de son avenir. »

*Journaliste JM BRUN : Vous accusez nommément le président Tshisekedi dans cette affaire. Sur quoi fondez-vous cette accusation si directe ?*

**Général NKOMBE :** Je ne mets en cause personne par passion ou par posture.

Je me fonde sur des faits concrets et sur des engagements qui engagent la souveraineté de la nation congolaise.

Les décisions qui lient un pays ne sont jamais anonymes : elles portent la signature du chef de l'État. Et lorsque cette signature engage la République dans un cadre négocié à l'extérieur, sous médiation imposée, avec une architecture sécuritaire qui réduit notre marge de décision, alors ce ne sont pas mes mots qui accusent, mais la réalité elle-même.

Notre histoire nous donne des repères :  
des générations de Congolais de nos ancêtres à Mzee Laurent-Désiré Kabila ont payé le prix de la souveraineté. Ils n'ont jamais accepté qu'un autre décide à la place du Congo.

Parlons de Mzee Laurent-Désiré Kabila puisque proche de nous, qui a payé de sa vie son refus d'être une marionnette. Il a été assassiné précisément parce qu'il refusait d'être un simple gestionnaire pour ceux qui l'avaient soutenu. Tshisekedi, lui, a accepté de l'être.

Pas par contrainte, mais par incapacité à se battre, à tenir tête, à incarner la fierté d'un peuple.

Lorsque le Président Tshisekedi choisit d'entériner un dispositif qui place l'avenir du pays sous supervision internationale, j'observe simplement une rupture avec cette tradition de dignité nationale.

Ce n'est pas un jugement moral.

C'est un constat politique, alors ce n'est pas moi qui "accuse", ce sont les faits eux-mêmes qui parlent.

Et tous les Congolais le voient : la souveraineté ne se délègue pas, elle se défend. Quand elle n'est plus incarnée au sommet, elle revient naturellement au peuple qui en est la source première. »

*Journaliste JM BRUN : Vous semblez voir dans cette signature bien plus qu'une erreur politique...*

**Général NKOMBE** : Monsieur Brun, vous avez raison d'insister.

Car cette signature n'est pas seulement une erreur politique : c'est une capitulation culturelle.

Comprenez ceci : l'Afrique n'a jamais été colonisée par la force seule.

Elle l'a été parce qu'on lui a volé sa conscience de sa propre valeur.

On nous a convaincus que nos croyances étaient inférieures, que notre force était une faiblesse, que notre spiritualité était un archaïsme.

Les acteurs ont changé, mais le mécanisme demeure : lorsqu'un dirigeant signe un accord qui place l'avenir du pays sous tutelle, il ne renonce pas seulement à un pouvoir il renonce à une dignité, il cautionne le mensonge selon lequel l'Afrique ne peut rien sans la bienveillance de l'Occident.

Voilà pourquoi je parle de capitulation culturelle : parce que la souveraineté n'est pas d'abord militaire ou diplomatique elle est intérieure.

Elle commence par la manière dont un chef d'État regarde son propre peuple.

*Journaliste JM BRUN : Face à ce constat si sombre, quelle est l'issue selon vous ?*

**Général NKOMBE :** L'issue selon moi, c'est le retour à nous-mêmes. L'Afrique ne se retrouvera que dans ses racines et ses valeurs spirituelles. Pas par la violence aveugle. Pas par le ressentiment. Mais par le retour à qui nous sommes vraiment.

Un peuple qui se souvient. Qui récupère sa dignité. Qui refuse le mensonge selon lequel nous sommes faits pour être gouvernés par d'autres.

Et cela doit commencer maintenant. Au Congo. Avec un peuple qui se lève.

Je le dis avec calme et fermeté : le peuple congolais n'a rien cédé. Il ne reconnaît ni cette soumission, ni ceux qui l'ont orchestrée.

Il est en droit - et même en devoir - de reprendre la parole, et le pouvoir.

Et plus profondément encore : il est en devoir de retrouver son âme.

## **QUESTION 2** *L'Action*

*Journaliste JM BRUN : Face à cette situation, Général, est-ce que vous appelez à une révolte populaire ? Une insurrection armée ?*

**Général Nkombe :** Je ne suis ni rebelle désorienté, ni putschiste isolé.

Je suis un soldat de la République et quand la République est trahie, le devoir est de la restaurer.

Ce n'est donc pas moi qui appelle. C'est la réalité qui l'impose.

Elle impose un acte de souveraineté, un sursaut de salut national, comme l'Histoire en exige dans ses heures décisives.

Et cet appel, c'est maintenant.

*Journaliste : Lorsqu'un militaire un général prend la parole ainsi, on pense inévitablement à un coup d'État. La tentative de Christian Malanga est dans tous les esprits. Que dites-vous à ceux qui vous voient comme un nouvel aventurier ?*

**Général NKOMBE :** La comparaison s'arrête à l'uniforme, je ne suis pas un aventurier, Monsieur Brun.

J'ai personnellement l'expérience des coups d'État et d'insurrections armées, je connais leurs mécanismes et leurs conséquences. Et c'est précisément pour cette raison que je refuse l'improvisation et le chaos.

Gouverner est un exercice trop sérieux pour le confier à des coups de force irréfléchis.

Mais puisque nous abordons ce sujet, laissez-moi vous dire qu'une porte reste ouverte.

Monsieur Tshisekedi peut encore écrire sa dernière page en homme d'État : sortir avec calme, remettre les clés de la République, et laisser une nouvelle génération reconstruire ce qu'il n'a pas su protéger.

Reconnaître ses limites n'est pas une honte : c'est parfois la dernière noblesse d'un chef.

Tout le Congo l'a vu avec notre gardien de but Lionel Mpasi lors de la qualification du mondial.

Il a compris que pour sauver l'équipe, il devait laisser la place.

Ce n'était pas un échec, mais un acte d'amour pour la nation.

Et son remplaçant nous a qualifiés.

Aujourd'hui, Monsieur Tshisekedi a encaissé trop de buts.

La nation lui demande le courage de Lionel Mpasi :

céder la place pour sauver le pays.

S'il le fait, l'histoire l'honorera.

S'il s'y refuse, alors l'inévitable l'emportera,

et il assumera devant le peuple et l'Histoire les conséquences de sa gouvernance.

Une vérité demeure : avec ce régime, aucune souveraineté n'est possible.

Donc il doit partir et il partira certainement, parce que le peuple en a décidé ainsi.

*Journaliste JM BRUN : Mon Général, permettez-moi d'insister. S'il refuse et s'accroche pour finir son mandat, qu'est-ce qui se passe ?*

**Général NKOMBE** : Il se passera exactement ce qui arrive à tous les régimes qui ont perdu la confiance du pays : la légitimité populaire reprendra le dessus.

Pas par violence, pas par confusion.

Mais par une convergence démocratique : celle d'institutions encore debout, de patriotes qui n'ont jamais renoncé, et d'un peuple dont l'éveil devient impossible à étouffer.

Ce ne sera pas une émeute : ce sera un redressement national, ordonné et inévitable.

Le peuple congolais n'a pas besoin de bain de sang. Il réclame la justice, l'ordre, la dignité, et une autorité capable de protéger la vie.

Les Congolais n'auront pas besoin de se soulever : ils se relèveront.

L'armée n'aura pas à désobéir mais elle se souviendra qu'elle sert la République, pas un homme, ni un parti. C'est une renaissance nationale. C'est le retour d'un pays qui refuse

désormais d'être dirigé depuis l'étranger ou dicté par des agendas qui ne sont pas les siens.

Et si le régime choisit malgré tout de s'accrocher, alors il portera seul la responsabilité politique, historique et morale de ce qui en découlera.

Quant au peuple congolais, il reprendra la parole. Et avec la parole, la direction de son avenir. »

### QUESTION 3 *La Promesse*

*Journaliste JM BRUN : Si jamais demain, vous devenez la seule alternative audible, que promettez-vous vraiment aux Congolais ?*

**Général NKOMBE** : Si demain je deviens l'alternative audible, je ne promets pas des illusions : je propose une reconstruction.

Mon peuple a baissé les bras parce qu'on ne lui offre plus rien de sérieux. Moi, je lui propose une direction, une architecture, un avenir.

Tout ce que je dis aujourd'hui, je l'ai déjà écrit :

*Congo, la gâchette de l'Afrique : le réveil du géant.*

Ce n'est pas un livre politique, c'est un plan de restauration nationale.

Il repose sur des piliers concrets :

- **Énergie** pour alimenter notre industrie ;
- **Armée** pour protéger notre territoire ;
- **Mines** pour financer notre développement ;
- **Éducation et santé** pour libérer notre potentiel humain ;
- **Diplomatie et frontières** pour garantir notre sécurité ;
- **Monnaie et technologie** pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle en nation souveraine.

Je ne promets pas un paradis. Je promets la fin de l'humiliation.

Je promets un pays où un Congolais n'a plus besoin de fuir pour vivre, où la richesse du sol profite enfin aux enfants du pays.

Je veux un Congo où :

- l'ordre protège,
- la justice juge,
- l'État sert,
- et le travail enrichit celui qui le fait.

Mais surtout : je veux rendre au Congolais ce qu'on lui a volé depuis des générations : **l'honneur d'appartenir à une nation debout.**

Nos artistes, nos ingénieurs, nos paysans, nos soldats ne seront plus les instruments d'intérêts étrangers : ils seront les bâtisseurs de la renaissance du Congo. »

#### **QUESTION 4** *La Communauté Internationale*

*Journaliste JM BRUN : Quelle est votre position face à la communauté internationale qui soutient cet accord ?*

**Général NKOMBE** : « Ma position est simple : le Congo n'a aucune ambition d'être hostile à la communauté internationale.

Mais le problème n'est pas la communauté internationale : c'est la communauté des intérêts déguisés en paix.

Le Congo sera toujours ouvert aux partenaires sincères, ceux qui veulent bâtir avec nous d'égal à égal.

Mais nous refuserons toute forme d'assistance qui masquerait une tutelle ou une humiliation nationale.

L'Occident doit comprendre ceci : Ce que nous contestons, ce n'est pas l'aide internationale, c'est l'ingérence maquillée.

Ce que nous refusons, ce n'est pas la coopération, c'est la tutelle.

Aucun pays digne n'accepterait de livrer ses frontières à un voisin hostile, de renoncer à sa défense, ou de déléguer sa stratégie de développement à ceux qui ont échoué à nous protéger.

La RDC ne sera pas le laboratoire d'un nouvel ordre post-colonial.

Nous avons besoin d'alliés, pas de gestionnaires.

Nous voulons des partenariats, pas des protecteurs.

Et nous choisirons nos partenaires selon une seule logique : l'excellence.

Les Chinois excellent en barrages hydro-électriques. Les Français en infrastructures de transports.

Si nous avons besoin d'énergie, nous allons aux Chinois.

Si nous avons besoin de connecter nos provinces, nous allons aux Français.

Nos experts choisiront selon la compétence, pas la géopolitique.

Celui qui peut nous aider à bâtir sera notre partenaire.

Je tends la main aux nations qui respectent notre droit à l'existence.  
Et je retire toute légitimité à celles qui soutiennent des accords conclus sans le peuple.  
Car voici ce que l'Histoire devrait avoir appris aux puissances :  
La paix sans souveraineté est une illusion.  
Et un accord sans peuple est une imposture. »

## QUESTION 5 *Le Peuple Congolais*

*Journaliste JM BRUN : Général, vous parlez de souveraineté, de redressement. Mais l'histoire du Congo est aussi marquée par des divisions, la corruption, un certain laisser-aller. Qu'est-ce qui vous fait croire, dans la psyché même du Congolais, qu'il est prêt à cet effort de "renaissance" que vous appelez de vos vœux ?*

**Général NKOMBE :** Monsieur Brun, la question n'est pas de savoir si l'homme congolais est prêt. Elle est de savoir s'il se souvient.

Je ne parie pas sur une qualité qu'il n'aurait pas.  
Je parie sur une mémoire endormie.

Ce que vous appelez "laisser-aller", moi je l'appelle une fatigue d'âme :  
la conséquence d'avoir été gouverné par des dirigeants qui ne croyaient pas en leur propre peuple.

Mais cette fatigue n'est pas une fatalité. Elle disparaît dès qu'une étincelle d'authenticité apparaît.

La preuve est dans notre histoire récente : en 1998, lorsque les rebelles soutenus par le même Rwanda étaient aux portes de Kinshasa, que s'est-il passé ?

Le pouvoir n'a pas distribué d'argent ou d'armes. Il a distribué du sens : dignité, patrie, résistance.

Et le peuple, les mains nues, s'est levé.

Les étudiants, les mères de famille, les taxi-men ont arrêté l'envahisseur.

Ce jour-là, ce n'est pas une armée conventionnelle qui a gagné : c'est la **mémoire** d'un peuple.

Regardez le Congolais d'aujourd'hui : l'artisan qui crée avec rien, la mère qui se sacrifie pour scolariser son enfant, es millions de citoyens qui inventent la vie malgré un État absent.

Notre faiblesse n'a jamais été dans notre peuple. Elle a été dans notre leadership.  
Aujourd'hui encore plus que hier.

Un peuple suit quand il voit son chef marcher devant, pour lui, et non derrière, poussé par des intérêts étrangers.

Je ne me demande donc pas s'il est prêt.

Je vois qu'il attend : un cap, une dignité, une raison de se lever.

Il n'attend pas un sauveur : il attend une cause qui vaut la peine qu'on se batte pour elle.

Cette étincelle existe encore. Elle couve sous les cendres du désespoir.

Notre devoir n'est pas de la créer, mais de la libérer.

La renaissance est inévitable, parce qu'elle est la seule issue à un système qui a épuisé toutes ses trahisons.

Le peuple n'a pas besoin qu'on lui apprenne à se battre : il a besoin qu'on lui rende son Congo.

Et permettez-moi de conclure, Monsieur Brun : si cet accord est réellement bon pour le peuple congolais, alors il survivra à ceux qui l'ont signé.

Mais s'il ne sert pas le Congo, alors il s'effondrera avec ceux qui l'ont imposé.

Car au Congo, ce qui dure, ce n'est jamais ce que veulent les hommes : c'est ce que veut la Nation.

*Général Joshua NKOMBE  
Porte-voix de la Force Nationale*

*Alternative Solution pour la République Démocratique du Congo*

Novembre 2025